



Sommaire

- **Actualités Environnement Social Gouvernance**
- **Focus valeur : Retour sur la sous-traitance de Zara**
- **Focus thématique : Pression sociale pour l'éthique des affaires**

► Actualités Environnement Social Gouvernance

Environnement – À la suite de la fuite de gaz du 25 mars sur une plateforme de Total en Mer du Nord, la réglementation va être renforcée, pour limiter les risques de fuite et leurs conséquences, ce qui se traduira par des investissements supplémentaires pour les sociétés pétrolières d'environ 10 milliards de dollars. Ainsi, les gains des compagnies pétrolières issus de la hausse des prix du pétrole serviront à renforcer la sécurité et investir dans des gisements plus risqués et plus coûteux.

Social – Près de 10 000 des 30 000 agences bancaires devront être fermées en Espagne dans les prochains mois. L'essentiel de l'effort porte sur les Caisses d'Epargne (Caja Madrid, ...) qui ont ouvert la plupart des agences depuis 10 ans. A contrario, Santander et BBVA ont dès 2001 commencé

à rationaliser leur réseau bancaire espagnol et n'envisagent aucune fermeture.

Gouvernance – La loi italienne sur les conflits d'intérêt, qui interdit d'être administrateur dans deux sociétés financières concurrentes entraîne des changements rapides de gouvernance. Le PDG et le DG de Mediobanca, pourtant 1^{er} actionnaire de Generali avec 13% du capital, ont démissionné en avril du conseil d'administration de Generali. A l'inverse, Vincent Bolloré, administrateur des deux groupes, a choisi de se retirer du conseil de Generali. Ce mouvement devrait s'étendre dans les semaines qui viennent aux autres banques et sociétés d'assurance italiennes.

Contacts

Gregory Schneider-Maunoury - gregory.schneidermaunoury@interexpansion.fr

Olivier Lemoine - olivier.lemoine@interexpansion.fr

► Focus valeur : Retour sur la sous-traitance de Zara (Groupe Inditex)

Plusieurs cas de travail clandestin ont été signalés parmi les sous-traitants d'Inditex au Brésil en septembre 2011. Six mois plus tard, nous faisons le point sur cet acteur d'un secteur connu pour ce type de pratiques.

Globalement, la stratégie d'Inditex est fondée sur la rapidité d'assort/réassort. 50% de la sous-traitance provient du Maroc, du Portugal et de l'Espagne, 30% de Chine et 15% du Brésil, le reste étant sous-traité en Asie Centrale ou du Sud Est. Ces chiffres ne montrent pas l'importance d'un acteur comme Zara pour l'industrie textile locale. Ainsi au Brésil, Inditex est le principal client avec 40% du chiffre d'affaires de l'industrie textile du pays. sont donc les principaux risques pays d'Inditex se situent au Brésil et en Chine, alors que pour d'autres acteurs du textile, le principal risque sont au Cambodge, au Bangladesh ou au Vietnam, connus pour leurs faibles coûts salariaux. A noter également que, dans le textile, la technique de vieillissement des jeans par sablage suscite beaucoup d'interrogations pour son rôle dans la silicose des salariés.

Dès 2007, Inditex a signé un accord syndical mondial pour le respect des libertés sociales et syndicales, ainsi que la mise en place d'un monitoring conjoint des conditions de travail. Cet accord a été signé par l'ILWGT, fédération syndicale mondiale du textile, et il coordonné en Espagne par le CCOO, principal syndicat du pays.

En octobre 2011, un mois après les dénonciations de travail clandestin, Zara a adhéré à la fédération brésilienne du textile et a impulsé de nouvelles pratiques de gestion pour gagner en qualité et en réactivité et supprimé les pratiques contestées par les ONG, car ces pratiques représentent surtout des freins à l'export (réputation et qualité).

En janvier 2012, Inditex a renforcé sa primauté dans le secteur concernant la responsabilité sociale, par une extension significative de son accord syndical mondial. Cet accord couvre désormais l'ensemble des sous-traitants, et non plus les seuls salariés. En effet, une « hotline » permettant de signaler anonymement tout abus chez un sous-traitant, nourrira ce monitoring conjoint, organisé par la direction et les syndicats

Enfin, en février 2012, Zara a signé un accord mondial de renoncement aux techniques de vieillissement des jeans par usage de sable.

Sur les enjeux spécifiques comme sur les enjeux locaux, Zara-Inditex est un des acteurs majeurs du secteur, en avance sur ses concurrents, avec des engagements concrets et des mécanismes de contrôle démocratiques des outils de gestion. C'est pourquoi Inditex reste inclus dans notre univers avec une bonne note.

► Focus thématique : Pression sociale pour l'éthique des affaires

La contestation des entreprises par les parties prenantes s'est cristallisée ce mois-ci dans cinq exemples, dénotant la nécessité pour l'entreprise de faire des choix quant à sa pratique des affaires, en accord avec ses valeurs et avec celles de la société civile dans laquelle elle opère. Les deux dernières affaires montrent des exemples de réactions brutales des actionnaires à deux cas supposées de corruption.

Premier exemple, Deutsche Bank. La première banque allemande s'est fortement impliquée dans les produits dérivés (actions, devises, matières premières) depuis le début des années 2000. Une ONG a lancé une campagne qui rencontre un certain succès, afin de demander à Deutsche Bank de ne pas intervenir sur les marchés à terme des matières premières agricoles car ces produits financiers nourrissent la spéculation, qui contribuerait à la faim dans le monde.

Deuxième exemple, Reed Elsevier et Wolters Kluwer font l'objet d'une contestation très forte de leurs activités d'édition académique par les universités. Leurs revues, dont ni les contributeurs, ni les éditeurs, chercheurs et professeurs rémunérés par les universités, ne sont pas payés par les éditeurs, ont augmenté leurs tarifs d'abonnement de 145% en 10 ans. Ce mouvement de contestation, au départ initié par les universités anglaises confrontées à des ressources (notamment budgétaires) en baisse, s'étend aux Etats-Unis (Harvard s'est joint au mouvement). Il y a une pression sociale pour un meilleur partage des bénéfices entre l'entreprise et la Société.

Troisième exemple, les différents aménagements de la loi sur le secret bancaire en Suisse (accords récents avec les Etats-Unis, l'Allemagne et l'Autriche) devraient se traduire par des pertes significatives de clients et de chiffre d'affaires de la banque privée suisse. Le secteur prévoit que 20 000 emplois, soit 20% des effectifs du secteur, seront menacés. Ce renforcement réglementaire se traduira donc par des pertes d'emploi, mais la compétence de ces salariés, en matière financière, économique et fiscale devrait leur permettre de créer de nouvelles activités, dont l'acceptabilité sociale sera sans doute plus forte.

Pour l'instant, ces trois controverses n'ont pas affecté le cours de Bourse de ces sociétés.

En revanche, deux affaires de corruption supposée (Wal Mart au Mexique et, dans une bien moindre mesure, ENI au Kazakhstan) ont conduit à des baisses brutales des cours. Les investisseurs ont considéré que les dirigeants de ces sociétés avaient trahi leur confiance en diffusant des informations fausses.

